

**Nations unies - Enfants dans les
conflits armés - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de tutelle**

(New York, 08 février 2017)

Madame la Représentante spéciale, chère Leïla Zerrougui,

Chers collègues et chers amis,

Avant toute chose, je veux vous remercier, chère Leïla Zerrougui, pour le remarquable travail que vous avez accompli au cours des dernières années en faveur des enfants dans les conflits armés. La question des enfants dans les conflits, notamment des enfants recrutés illégalement par des groupes armés, a été au coeur des priorités de la communauté internationale et de la France au cours des 20 ans d'existence de ce mandat. Et au cours des dernières années, nous avons pu nous appuyer sur une représentante spéciale dont l'engagement, la détermination, le talent n'ont jamais fait défaut.

Cet engagement, mes chers amis, reste plus nécessaire que jamais. Les enfants restent en effet les premières victimes des conflits armés : 230 millions d'enfants vivent aujourd'hui dans des pays ou des zones en conflits ; dans la seule région du Moyen-Orient, 15 millions d'enfants sont directement affectés par les combats et 13 millions ne peuvent plus aller à l'école. Les tragédies vécues par les enfants dans les situations de conflit ne sont, hélas, pas nouvelles ; mais les exactions commises au cours des dernières années par des groupes armés non étatiques comme Daech ou Boko Haram nous rappellent jusqu'où peut aller l'horreur dont les enfants sont victimes.

La France a joué un rôle moteur dans la mobilisation de la communauté internationale, en particulier au conseil de sécurité : depuis 1999, plusieurs résolutions ont été adoptées pour protéger les enfants dans les conflits armés, en particulier la résolution 1612 adoptée en 2005, qui crée un mécanisme de surveillance et d'alerte du secrétaire général - dont le champ d'application a été progressivement étendu -, ainsi qu'un groupe de travail dédié du conseil de sécurité. Ce sont des avancées particulièrement importantes.

Parallèlement, l'UNICEF a mené sur le terrain, sous l'impulsion d'Anthony Lake, à qui je tiens à rendre hommage, un travail considérable en contribuant à la libération et à la réintégration de milliers d'enfants. De même, le travail exemplaire mené par la représentante spéciale du secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés au cours des dernières années a conduit, il faut le souligner, à des avancées décisives : la campagne «Enfants, pas soldats» qui s'est achevée fin 2016 a ainsi permis la signature de plans d'action par tous les États concernés, dont 5 ont déjà mis en oeuvre leurs engagements et ont été retirés de la liste annexée au

rapport annuel du secrétaire général ; 14 groupes armés non-étatiques ont également signé des plans d'action.

Bien sûr, la tâche reste immense et nous devons rester plus mobilisés que jamais. Cette année de commémoration doit nous encourager à redoubler d'efforts : nous célébrons en 2017 les 20 ans du mandat du représentant spécial pour les enfants dans les conflits armés, créé par une résolution de l'assemblée générale en 1997 - c'est ce qui nous réunit aujourd'hui. Mais l'année 2017 marque aussi les 10 ans des principes et engagements de Paris sur les enfants illégalement recrutés ou utilisés par des groupes ou des forces armés. C'est dire combien le combat pour les enfants et pour leur protection est profondément ancré dans l'ADN de la France et le restera.

À cette occasion, la France et l'UNICEF organisent la conférence ministérielle «Protégeons les enfants de la guerre» qui se tiendra dans deux semaines, le 21 février, à Paris, en présence de la représentante spéciale, Madame Leila Zerrougui, et du directeur exécutif de l'UNICEF Anthony Lake. Anthony Lake a présidé avec notre secrétaire d'État chargé du développement un événement de présentation de la conférence, qui s'est déroulé à l'UNICEF il y a deux semaines. Je ne reviens donc pas en détail sur cette conférence, à laquelle je ne peux que vous inviter à participer au plus haut niveau possible.

Il s'agira pour nous tous à la fois de faire le bilan d'une décennie de combats pour la libération et la démobilisation des enfants, d'identifier de nouvelles pistes de progrès possibles, et d'encourager les engagements volontaires des États à cet égard, notamment l'endossement des engagements de Paris par de nouveaux pays à l'occasion d'une cérémonie de signature.

Mes chers amis, les violations dont les enfants sont victimes dans les conflits en cours doivent nous interpeller car elles sont une insulte quotidienne insupportable à la conscience humaine. Mais l'indignation ne suffit pas. L'heure est à la remobilisation, ici comme à Paris - et, surtout, sur le terrain : faisons ensemble de l'année 2017 celle d'une mobilisation renouvelée et décisive en faveur des enfants dans les conflits armés.

Je vous remercie./.